ARRÊTÉ n° 2026/04/ 0892

République française
Département du Gard
Commune de Vauvert
Direction du CTM

D-2604-002089

Objet : Autorisation de voirie le 30/04/26

Travaux de réparation de gouttières - Stationnement d'une nacelle

ENTREPRISE REPARATIONS TOITURES LANGUEDOCIENNE

Lieu : **282 rue Carnot –** [redacted]

ARRÊTÉ

Le maire pour la commune de Vauvert

VU le Code Général des Collectivités Territoriales dans son article L2212-2, L2213-2 et L2212-5,

VU le Code de la Route dans ses articles R417-10 et R411-8,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée par la loi n°82-623 du 28 juillet 1992,

VU l'arrêté préfectoral n°30-2019.09.24-002 en date du 24/09/19 portant agrément de la fourrière SAS LANGUEDOC POIDS LOURDS & Cie – 1235 Allée Saint Pierre – 34970 LATTES,

VU l'instruction interministérielle en date du 22 octobre 1963 sur la signalisation routière modifiée,

VU le décret n°91-1147 du 14 octobre 1991,

VU la délibération n°2023/05/066 en date du 15/05/23 du conseil municipal portant attribution de la délégation de service public de la fourrière automobile de Vauvert à la SAS LANGUEDOC POIDS LOURDS & Cie – 1235 Allée Saint Pierre – 34970 LATTES,

VU l'arrêté en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière modifiée,

VU le Règlement communal de voirie du 16 décembre 1986,

VU la délibération n°2017/01/010 en date du 30/01/2017 du conseil municipal relative à la création d'une redevance pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public communal ou non communal situé dans l'agglomération par une personne privée à l'occasion de travaux,

VU la délibération n°2019/02/026 en date du 01/03/19 du conseil municipal relatif aux tarifs des indemnités pour occupation sans titre du domaine public en nature et voie ou d'accessoire de la voirie,

VU l'arrêté municipal n°2024/06/0843 en date du 6 juin 2024, portant modification du sens de circulation sur la commune de Vauvert,

VU l'avis de la Direction du Centre Technique Municipal,

CONSIDERANT la requête en date du 10/04/26 par laquelle l'entreprise TOITURE RENOVATION FAYARD KEVIN – 100 chemin Ernest Roux – 30900 NIMES sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal avec une nacelle afin d'effectuer des travaux de réparation de gouttière, rue Carnot à Vauvert,

ARRÊTE

Article 1 : L'entreprise TOITURE RENOVATION FAYARD KEVIN est autorisée à occuper le domaine public communal avec une nacelle devant le n°282 rue Carnot, le 30/04/26 de 8h30 à 14h30, afin d'effectuer uniquement des travaux de réparation de gouttière.

Article 2 : A cette occasion, le 30/04/26, de 8h30 à 14h30, la circulation des véhicules sera interdite, sauf pour le véhicule de l'entreprise TOITURE RENOVATION FAYARD KEVIN :

- Rue Carnot, de la rue de Saint Gilles à la rue de la Barre

Article 3 : L'entreprise TOITURE RENOVATION FAYARD KEVIN sera chargée de la mise en place de la signalisation réglementaire et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut et insuffisance de cette signalisation ainsi que de l'affichage de l'arrêté. Le chantier sera signalé par des panneaux de type AK5 (travaux), KC1 (route barrée) et panneau de chantier « PIETONS PRENEZ LE TROTTOIR D'EN FACE ».

Article 4 : L'entreprise devra prévenir par téléphone le responsable du service voirie 06.75.21.87.24 ou au 04.66.73.10.96 et la police municipale au 04.66.73.10.80 le jour où cette signalisation sera posée.

Article 5 : La personne de l'entreprise responsable du chantier, qui pourra être appelée, pour remédier à tout incident pouvant survenir du fait des travaux est :

Agent de permanence : M. Kevin FAYARD
Portable : 06.69.90.43.54

Article 6 : Responsabilité du pétitionnaire : la confection de béton ou de mortier sur la chaussée est formellement interdite. Elle est tolérée à la condition expresse d'être faite dans une aire de gâchage tôlée.

Article 7 : Pendant la durée des travaux, le permissionnaire devra régulièrement et selon besoin enlever tous décombres ou matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés à la voie publique et ses dépendances.

Article 8 : Les eaux et produits de nettoyage de chantier ne devront en aucun cas être rejetés dans les caniveaux et bouches des réseaux d'eau pluviale et d'assainissement.

Article 9 : Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux de remise en état effectués par l'administration dans l'intérêt général pour des dégâts éventuels causés par le pétitionnaire.

Article 10 : La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour le non-respect par le permissionnaire des conditions imposées par les articles énoncés plus haut ou par le règlement communal de voirie visé ci-dessus.

Article 11 : La validité de l'autorisation de commencement des travaux est subordonnée à la notification du présent arrêté au pétitionnaire et à l'acquittement par celui-ci de la redevance d'occupation du domaine public correspondante précisée à l'article 12 du présent arrêté.
La date limite de validité de ladite autorisation est le 30/04/26. Au-delà de cette date, elle sera considérée comme nulle et devra obligatoirement faire l'objet d'une demande écrite de renouvellement.

Article 12 : En application de la délibération n°2017/01/010 en date du 30/01/2017, le pétitionnaire est redevable d'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 65,00€ qui devra être acquittée lors de la notification du présent arrêté.

Article 13 : Le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

Article 14 : Tout véhicule ne respectant pas les prescriptions du présent arrêté, pendant les jours et horaires indiqués aux articles précédents, pourra être enlevé par la fourrière agrée. Les frais d'enlèvement et de garage seront alors à la charge des contrevenants.

Article 15 : Madame la Directrice Générale des Services, veillera à la bonne exécution du présent arrêté.

23 AVR. 2026

Fait à Vauvert, le
pour le maire

l'adjoint délégué à la voirie

MAIRIE de VAUVERT GARD

Jean-Pierre GUSAÏ

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu de :
- *~~son dépôt en préfecture le~~.....*
- *sa notification le.....*
- *sa publication le.....23 AVR. 2026.....*

et informe qu'en vertu du décret 83-1025 le présent peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois à compter du .....
Pour le maire par délégation,
la direction générale des services,